



## COMMUNIQUE DE PRESSE

L'extrême droite est à l'offensive sur tous les fronts et l'école n'est pas épargnée. En septembre 2022, Éric Zemmour a lancé le collectif Protégeons nos enfants. Son objectif : mener la bataille culturelle contre « l'immigrationnisme » ou « l'égalité des sexes » à l'école à coups de campagnes de dénonciation. A propos des enseignants il disait en octobre 2022 dans une Tribune du Figaro : *"Ce sont les adeptes de la théorie du genre qui ont aujourd'hui pignon sur rue dans notre université. Ce sont à eux que notre ministre veut livrer les cerveaux malléables de nos enfants, en relançant « l'éducation à la sexualité », y compris dans les écoles maternelles et primaires, pour lutter en particulier contre « les LGBT-phobies ». Hors quelques courageux professeurs et chefs d'établissement encore désireux de transmettre le savoir, les parents doivent comprendre qu'ils ne peuvent aujourd'hui compter ni sur l'institution, ni sur le ministre, ni sur les juridictions. Je les invite à se regrouper, s'organiser, témoigner aussi, ne plus rien laisser passer, pour l'avenir de leurs enfants. C'est-à-dire celui de notre nation."*

Cette vision d'une école qui endoctrinerait les élèves est non seulement une caricature mais en plus une manipulation qui recèle en réalité la volonté d'imposer une doctrine réactionnaire allant à l'encontre d'une éducation ouverte, visant, elle, à construire une émancipation qui repose notamment sur la tolérance et la compréhension de la diversité du monde, conditions nécessaires à un vivre ensemble, qui doit être au cœur des valeurs portées par l'école.

À la rentrée, Eric Zemmour et son parti Reconquête misent sur les élections de parents d'élèves pour mettre le pied dans les établissements scolaires, via son réseau « parents vigilants » (cf courrier en PJ)



Chère amie, Cher ami,

Je souhaite à tous les élèves de commencer cette année scolaire pleins de curiosité et d'enthousiasme, malgré l'état très préoccupant du système scolaire.

L'avenir de la France, c'est eux !

Votre devoir, notre devoir est de les défendre dans le grand combat idéologique contre le wokisme dans nos écoles.

C'est pourquoi j'ai une demande à vous faire

Dès cette rentrée scolaire 2023, des élections de parents d'élèves se tiendront dans les classes de vos enfants.

Vous êtes des dizaines de milliers à avoir rejoint le réseau national des Parents Vigilants afin de nous alerter au quotidien des dérives dans les écoles.

Je veux que nos Parents Vigilants aient des élus partout en France pour pouvoir peser dans la vie administrative des différents établissements scolaires.

C'est pourquoi nous vous sollicitons dès aujourd'hui pour trouver des volontaires pour se présenter lors de ces futures élections.

Pour ce faire, vous pouvez :

- Rejoindre une éventuelle liste de parents d'élèves déjà existante.
- Ou créer vous-même une liste.

Contactez le directeur d'école ou le chef d'établissement de vos enfants, afin de lui soumettre votre souhait de vous présenter aux élections. Il pourra vous aider dans votre démarche.

Parlez-en également à d'autres parents de l'école qui partagent vos valeurs et qui pourraient se joindre à vous.

Une fois élu, un parent d'élève :

- Siège, délibère et vote au conseil d'école ou au conseil d'administration (le règlement intérieur, le projet pédagogique, le fonctionnement de l'école...).
- Facilite les relations entre parents d'élèves et les personnels. Il peut intervenir auprès du directeur d'école ou du chef d'établissement pour évoquer un problème particulier.

Comprenez bien qu'il n'y a que très peu de candidatures pour ce genre d'élections. Vous avez de grandes chances de gagner et ainsi disposer d'un vrai pouvoir d'influence dans l'établissement de vos enfants.

Si vous êtes intéressé ou si vous identifiez des personnes qui le seraient, indiquez-le dans le formulaire en [clicquant ici](#) ou sur le bouton ci-dessous :



Leur volonté d'entrer dans les conseils d'écoles vise l'objectif de surveiller, de contrôler ce qui se passe dans nos classes, notamment en ce qui concerne l'éducation à la sexualité, la lutte contre les discriminations et contre toutes les formes de racisme.

En Belgique, plusieurs écoles ont été incendiées après une campagne d'extrémistes religieux contre leur programme d'éducation sexuelle. En France des intimidations, des lettres de mise en demeure ou des tracts se répandent. Ces pressions de parents d'élèves issus de groupes chrétiens d'extrême droite comme Civitas remettent en question la partie des programmes scolaires sur l'éducation à la sexualité et à la vie affective.

En 2014 déjà, le dispositif les "ABCD de l'égalité" visant à lutter contre les stéréotypes et inégalités entre filles et garçons, avait suscité de vives protestations et attaques. A l'époque de violentes offensives contre l'école publique s'étaient déroulées notamment les JRE (Journée de Retrait de l'école) et la création d'une fédération de parents d'élèves (FAPEC). A la suite de "rumeurs" assurant que la masturbation serait enseignée en classe dès la maternelle, voire que la transidentité serait érigée comme modèle, le gouvernement avait enterré le projet.

La FSU, CGT éducation, SUD Education, UNSA Education du département alertent l'ensemble de la communauté éducative aujourd'hui car la menace est plus précise et concrète. Plusieurs enseignant·es ont déjà été la cible d'insultes et de menaces, notamment via les réseaux sociaux. Pression, intimidation, délation, dénonciation, diffamation... nos collègues sont exposé·es à la violence d'une idéologie raciste, xénophobe, sexiste et homophobe. Face à ces dérives, l'intersyndicale, au-delà de réaffirmer son soutien indéfectible aux victimes de ces agissements, attend l'engagement du ministère qui doit tout entreprendre pour les protéger et faire cesser ces pressions scandaleuses et inacceptables.

Pour la FSU12, CGT éducation, SUD Education, UNSA Education déconstruire en permanence les discours de l'extrême, porter nos valeurs de solidarité, imposer un modèle de société égalitaire est une nécessité et une urgence : de ce point de vue, nos organisations continueront à assumer leurs responsabilités.

**Rodez le 29/09/2023**